

[francebleu.fr](https://www.francebleu.fr)

“Nous défendons les plus précaires !" : des étudiants bloquent l'université de Caen Normandie - ici

De

3-4 minutes

La mobilisation a été rapide : le principe du blocage a été voté ce mardi par une centaine d'étudiants et dès 6h ce mercredi matin, ils étaient **une quinzaine sur le campus 1 de l'Université de Caen Normandie**. Des barrières, des poubelles, des palettes ont été rapidement installées **pour empêcher l'accès à quatre bâtiments** (A, B, D et E) et entraîner de facto l'annulation de tous les cours prévus. La bibliothèque universitaire Pierre Sineux est également fermée au public.



Dans le viseur : l'augmentation des frais pour ceux qui étudient à distance

Les syndicats étudiants ont choisi ce mode d'action avant l'examen, vendredi en conseil d'administration, d'une **mesure qui va frapper les étudiants en distanciel**. “400 euros supplémentaires pour les frais d'inscription, et 350 euros pour ceux qui voudront passer les partiels à distance”, énumère Hector, membre de l'Union Pirate, l'un des syndicats à l'origine du mouvement. “Cette année, c'était 170 euros pour l'inscription et 105 euros pour la télésurveillance à distance”, contextualise Merlin, autre étudiant en poste devant l'un des quatre points de blocage.

Cet enseignement à distance concerne une minorité d'étudiants : 800 sur les 32.000 inscrits à l'Université de Caen Normandie. “En général, ce sont ceux qui subissent le plus la précarité”, explique Mélis, inscrite en Licence de droit. “Il s'agit de ceux qui doivent travailler pour payer leurs études, ou ceux qui n'ont pas les moyens de venir de Caen, de payer un loyer. Ils n'ont pas d'autres choix que le distanciel et ils seront pénalisés par cette hausse des frais d'inscription qui est quand même presque équivalente à 800 euros”, enchaîne la jeune femme.

Au-delà du principe de cette augmentation, **la méthode est critiquée**. “Depuis trois semaines, c'est affiché sur Parcoursup alors qu'il n'y a eu aucun vote, on trouve ça fou”, grogne Hector, inscrit en sociologie. Le vote est prévu ce vendredi lors d'un conseil d'administration. Les syndicats ont donc choisi de mettre la pression 48 heures avant la réunion qui devrait entériner cette augmentation.

La présidence de l'université appelle à la liberté d'accéder aux amphis

Le président de l'université, Lamri Adoui, est allé à la rencontre des étudiants bloqueurs

(une petite centaine), sans parvenir à obtenir la levée du mouvement. Dans un communiqué, ses services indiquent que *"l'université ne cautionne pas les actions de blocage qui visent à interrompre le service public. Nous sommes ouverts au dialogue et au débat, mais les étudiantes et les étudiants ne peuvent pas être empêchés de poursuivre leur formation. Nous serons vigilants quant aux évolutions de ce mouvement et à ce que la liberté de chacun d'accéder au service public d'enseignement supérieur soit maintenue"*.

Les syndicats d'étudiants ont voté ce mercredi midi en faveur de **la reconduction de leur mouvement**. Sauf intervention policière, le blocage risque de se poursuivre ce jeudi.